

COMMUNAUTÉ URBAINE.

La révolte des maires ruraux

Face au refus du président Tautou de remettre à l'ordre du jour une délibération concernant la modification de Plan Local d'Urbanisme de Bruel-en-Vexin, de nombreux conseillers ont quitté l'assemblée communautaire jeudi dernier. Le conseil a été reporté !

« Deux personnes décident pour tous ! On n'est pas en Afrique... » Drapeau français à la main, Philippe Laborde, militant de l'association AVL3C (association vexoise de lutte contre les carrières cimentières), est très remonté. Il donne de la voix sur les escaliers de la salle des fêtes de Gaargenville pour dénoncer ce qu'il considère être une trahison de la part de la gouvernance de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPS&O).

Effectivement, autour de lui, les opposants aux carrières sont venus en masse. Vêtus de t-shirts à l'effigie de leur cause, ils ont autour du cou des pancartes signifiant l'opposition des petits villages du Vexin au projet de poursuite d'exploitation des carrières. Celui-ci doit se déployer sur plus de 40 ha... Une hésite pour les opposants, soucieux de préserver leur cadre de vie.

République bananière

Mais au-delà du combat, aussi légitime soit-il, c'est sur-tout la manière qui ne passe pas.

PHILIPPE TAUTOU.

« Une occasion de loupée »

Philippe Tautou, votre sentiment après ce départ en masse des conseillers de GPS&O ?

Il y avait une question concernant la problématique du projet Calcia sur notre territoire. On a voulu me demander de modifier l'ordre du jour du conseil communautaire, chose que je n'ai bien évidemment pas acceptée, car il n'y avait pas de raisons de le changer. La question orale nous aurait permis de débattre et d'avoir, peut-être, une position sur ce sujet. Ils ont choisi de partir et de ne pas donner le quorum à l'assemblée, c'est un



Chauda ambiance lors du dernier conseil communautaire.

Le préfet des Yvelines a modifié le Plan Local d'Urbanisme de Bruel-en-Vexin pour permettre à la société HeidelbergCement Calcia, de continuer son exploitation sur un nouveau secteur.

« Nous sommes venus avec

le drapeau français, explique Philippe Laborde. Car Philippe Tautou et Pierre Bédier (ndr : président et vice-président de GPS&O) se croient dans une république bananière ! »

À ses côtés, Philippe Mantoy,

l'un des responsables de l'association organise la révolte. Le plan d'action est simple : demander la remise à l'ordre du jour de la délibération concernant le PLU de Bruel. Et en cas de refus, inviter les conseillers à

Les opposants aux carrières vous reprochent un déni de démocratie, un passage en force sur le dos des maires ruraux ?



Philippe Tautou.

choix qui leur appartient complètement, donc je vais reconvoquer l'assemblée dans les délais légaux. »

Vous êtes pour ou contre l'extension de cette carrière ?

communauté urbaine alors que les conseillers communautaires majoritaires n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer. Donc c'est un échec, et même une catastrophe pour la démocratie locale.

Philippe Tautou assure être prêt à en discuter dans les questions diverses. Pourquoi cela ne vous va pas ?

Je ne veux pas un débat ! Je veux un vote, que le conseil communautaire s'exprime. Là, il n'y aurait pas eu de vote et de fait l'avis aurait été réputé favorable. Donc nous sommes sortis

Cela n'a rien à voir ! Ce n'est pas le fond du sujet. Ils ont globalement loupé une occasion pour que l'on aborde le sujet sereinement. C'est pour cela que je voulais l'aborder en fin de séance et pas en début. Je leur ai dit :

Vous allez remettre cette question orale au prochain conseil ?

Si une demande est déposée dans les délais, j'y répondrai bien évidemment. Mais il n'y aura pas de vote.

GHISLAINE SENÉE. « Un déni de démocratie total »

Ghislaine Senée, vous avez réussi à faire avorter le conseil ?

Non, non. Pour moi ce n'est pas une victoire. Le but était de faire en sorte que les élus de cette instance puissent s'exprimer sur la mise en conformité du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de Bruel-en-Vexin. La date butoir était le 2 juillet, on sera convoqué après. Cela veut dire qu'on a perdu la bataille. Eux, ils ont gagné mais la mise en conformité du PLU devait être assortie d'un avis favorable par la

mais nous sommes désespérés car c'est la légitimité de cette instance qui est remise en cause. Les élus sont sortis non pas parce qu'ils étaient pour ou contre la carrière mais parce que, dans ce cadre-là, on pourra demain aller à l'encontre de leurs propres conseils municipaux. C'est exactement ce qui est en train de se passer, même pas droit dans les yeux, même pas avec un débat... C'est ultra-choquant.

Nous avons un déni de démocratie total.



Ghislaine Senée dénonce avec virulence le fonctionnement de GPS&O.

quitter la salle ! Il explique : « Les maires doivent comprendre que ce qui se passe est dramatique car cela veut dire qu'une petite bande décide sur leur dos ! Il y a 123 représentants de 73 communes, ils ne peuvent pas laisser deux mecs décider pour tout le monde ! »

Les œufs volent

Alors que les élus arrivent les uns après les autres sous les invectives de la foule, la tension devient palpable. Le service de sécurité de GPS&O, quelques agents et un chien, veut empêcher les opposants de rentrer dans la salle. Le ton monte d'un cran, quelques œufs sont jetés... sur les manifestants. Finalement, ordre est donné de les laisser rentrer. La séance peut commencer. L'appel se fait sans perturbation, Philippe Tautou présente une nouvelle conseil- lère, la Maitaïse Mireille Merlin, et s'apprête à entamer l'ordre du jour lorsque Ghislaine Senée, maire (EELV) d'Evrecquemont et conseillère régionale d'Ile-de-

France demande la parole avec la ferme intention « de redonner de la légitimité à l'assemblée ».

Comme prévu, elle exige la remise à l'ordre du jour du dossier. Sans surprise Philippe Tautou refuse, renvoyant le débat à une question orale en fin de conseil. Une suspension de séance est demandée, les porteparoles des groupes discutent à la tribune avec le président puis Denis Faist, le maire adjoint d'Andrésy, embraye en invitant chacun à quitter l'assemblée.

Rapidement, des dizaines de conseillers se lèvent. Philippe Tautou ne peut, sous les applaudissements des opposants, que constater les dégâts : le quorum n'est plus atteint. Il faut fixer une nouvelle date pour le conseil. Ce qui ne manquera pas de poser quelques problèmes administratifs...

Le prochain conseil aura finalement lieu ce mercredi 4 juillet à 8 heures à la salle des fêtes de Gaargenville.

Patrick Auffret